

3 C D E F G H I



B C D E F G H I J

Vers le Château de Pinon

# LA GREVE DES BOUTONNIERS DE LA REGION DE MERU EN 1909

par Jean-Louis AUDUC

La région de MERU possédait vers 1900 une sorte de monopole de la fabrication du bouton ; dix mille ouvriers environ y étaient occupés dans une quarantaine de fabriques.

Ce travail était né dans la corporation des tabletiers qui s'étaient développés à partir du XVII<sup>ème</sup> siècle dans la région de MERU.

Les tabletiers de MERU fabriquaient éventails, travaux fins en ivoire, petits objets en cornes, os, etc ...

En 1826 à MERU lance la boutonnerie d'os, en 1828 à Andeville commence la boutonnerie de nacre ...

Le développement de la boutonnerie en nacre fut le phénomène le plus spectaculaire du XIX<sup>ème</sup> siècle ; la boutonnerie en nacre se rattache à la vieille tabletterie. Elle repose sur l'invention d'un outil original, la "fraise" qui permet d'obtenir un disque parfait : le "pion".

Ces premières machines de la boutonnerie ont été prises dans l'arsenal du tabletier tourneur et peu à peu, elles ont été adaptées à leur nouvelle fonction.

La matière première utilisée était la nacre (blanche au nacre) venue de l'Océan Pacifique et que l'on trouve encore en abondance sur les chemins de Méru et d'Andeville, trace de l'importance de ces métiers.

A côté de la nacre, on trouvait le burgau, le golfich et surtout le troca (bien moins cher que la nacre) mais dont la différence de qualité n'est appréciable que pour les connaisseurs.

Les ouvriers tabletiers touchaient, malgré le développement de la boutonnerie, des salaires de misère pour effectuer un travail très pénible.

A l'âge de 35 ans, la plupart d'entre eux étaient asthmatiques en raison de la poussière respirée pendant le travail.

Or de 1900 à mars 1909, on assista à une diminution constante des salaires ; les diminutions atteignirent suivant les entreprises de 25 % à 40 %.

Devant cette situation une union syndicale des ouvriers tabletiers de l'Oise se fonda en 1901. La même année se forme l'Union patronale des patrons-boutonniers. L'union syndicale des ouvriers tabletiers décida après un début d'existence difficile de lancer en 1907 une grève à Lormaison où les ouvriers étaient payés entre 16 et 20 % de moins qu'à Andeville. Cette grève fut longue, elle connut une repression très dure et se termina sans grands résultats pour les ouvriers.

Si 1908 avait été marqué par un chômage important, le début de l'année 1909 marqua une certaine reprise économique dans la boutonnerie.

## I - LA GRANDE GREVE DE 1909

Début mars 1909, les patrons boutonniers décident de rogner les salaires dans une proportion de 25 %. Le 3 mars, à Andeville, la maison

\* Professeur d'Histoire à MERU, 1er adjoint au maire de la ville.

Les documents photographiques joints à l'article proviennent de l'AAEM - MJC de Méru.

Photo N° 1



Photo N° 2



Schlinder affiche le nouveau tarif ; cet affichage déclenche l'arrêt immédiat du travail.

Après cette décision, une réunion de tous les ouvriers se tint à Andeville et le soir même, ils déclaraient lutter "contre l'unification des salaires par le bas".

Le jeudi 4 mars vers 2 H 30 un cortège démarra d'Andeville et se mit en route vers Méru au chant de " l'Internationale ". A six heures, plus de mille ouvriers se pressaient dans la salle Arigorien de Méru et déclaraient lutter contre les diminutions de salaires.

Le lendemain 5 mars, une entrevue eut lieu à la mairie d'Andeville. Elle se solda par un échec.

Après cette entrevue, un comité de grève se forma et le 6 et 7 mars à Méru, Lormaison et Saint-Crépin tinrent des réunions d'informations.

La plupart de ces réunions étaient l'occasion pour Jean-Baptiste Platel, secrétaire de l'Union des tabletiers de l'Oise, de développer les idées du syndicalisme révolutionnaire. En une semaine toute la région fut touchée par la grève. Le 8 Mars : c'était l'usine Médard-Lamotte à Amblainville, le 9 mars : Lormaison, Saint-Crépin, Amblainville, Fresneaux, Lardières, Montherlant, le 10 mars : Laboissière, Petit-Fercaut, Villeneuve-les-Sablons, le 11 : Valdampière et Corbeil-Cerf, le 12 : Esches et Le Déluge.

Le 13 mars : un meeting eut lieu au Mesnil Théribus à l'entreprise Lemaire-Vallée où prirent la parole J.B. Platel et Thuiller secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine C.G.T. Ce fut un échec : l'entreprise concernée ne se mit pas en grève.

Le même jour, le Syndicat des caoutchoutiers de Persan à une quinzaine de kilomètres au Sud de Méru, versa au comité de grève une somme importante destinée à offrir un voyage aux enfants des grévistes.

Le 13 mars toujours, les patrons d'Andeville essayèrent de diviser le mouvement en cours en établissant un tarif intermédiaire.

L'Union Syndicale déclara alors que le conflit n'était plus local mais régional, et que la discussion devait se faire avec les représentants de toutes les communes concernées.

Elle écrivit en ce sens à Monsieur MARCHAND, président du Syndicat Patronal en demandant "l'unification du tarif (fondé sur celui d'ANDEVILLE payé jusqu'au jour du conflit) pour toutes les communes en grève ou sur le point d'y être".

Après plusieurs échanges, la réunion syndicats-patrons fut fixée au vendredi 19 mars à l'Hôtel de Ville de Méru.

Cette réunion débuta à 14 Heures.

Les patrons décidèrent de refuser le tarif d'Andeville et proposèrent de discuter sur un tarif intermédiaire. Les délégués ouvriers refusèrent une telle discussion.

Une cassure se produisit alors au sein de l'Union Patronale. Certains petits patrons se déclarèrent prêts à négocier sur la base du tarif proposé par les syndicats, car ils ne souhaitaient pas tomber sous la dépendance des gros fabricants.

Après une entrevue le dimanche 21 mars, deux fabricants acceptèrent les conditions des syndicats, ils furent cinq le mercredi 24 mars.

Alarmée par le déroulement des événements, la Préfecture de l'Oise intervint. Elle convoqua le samedi 27 mars au matin à la mairie de

Méru, les patrons et les syndicats. Mais en même temps, dès le 25 mars, les gendarmes furent envoyés dans le canton.

L'entrevue du 27 mars fut un échec. Jean-Baptiste Platel et d'autres syndicalistes en firent le compte rendu aux ouvriers rassemblés Salle Angonin à Méru. Après cette réunion, une manifestation eut lieu ; elle donna lieu à des incidents devant certaines usines et habitations de patrons (vitres brisées, portes cassées, etc ...).

Le lendemain, dimanche 28 mars, un millier de manifestants rassemblés devant l'usine Delamotte à Amblainville furent chargés par des gendarmes à cheval. Une vingtaine de personnes furent blessées. Rendue furieuse par ces incidents, la foule débarda les gendarmes et saccagea l'usine.

Revenant à Méru, les manifestants passèrent devant la villa de M. DOUELLE, vice-président du Syndicat patronal ; ils saccagèrent sa maison, le rendant responsable du sang qui venait de couler à Amblainville.

Le 29 Mars, des renforts de gendarmerie arrivèrent de tout le département de l'Oise dans le canton de Méru. Une réunion eut lieu ce lundi-là à Lormaison ; les grévistes y furent nombreux ; on y apprit que deux patrons étaient prêts à accepter le tarif et que ceux-ci prenaient l'engagement de convoquer le Syndicat patronal pour le 31 Mars.

Au sortir de ce meeting, des incidents se produisirent avec les gendarmes ; deux arrestations furent opérées. Une foule se répandit devant la gendarmerie de Méru aux cris de : " Assassins, assassins ..."

Le 31 mars, débuta donc une nouvelle réunion patrons-ouvriers. Au bout de plusieurs heures de négociations, les patrons-boutonniers acceptèrent de signer un contrat dans lequel ils s'engageaient à payer les prix du tarif d'Andeville proposés par l'Union Syndicale des ouvriers tabletiers de l'Oise.

Cet accord fut remis en cause dès le 1er avril par certains patrons et il ne put être appliqué.

Dès lors, on s'achemina vers un "durcissement" du conflit.

Devant cette situation, le Préfet convoqua les syndicalistes à la Préfecture et leur demanda de signer un engagement par lequel ils répondraient devant lui des troubles concernant l'ordre public. Ceux-ci refusèrent une telle demande.

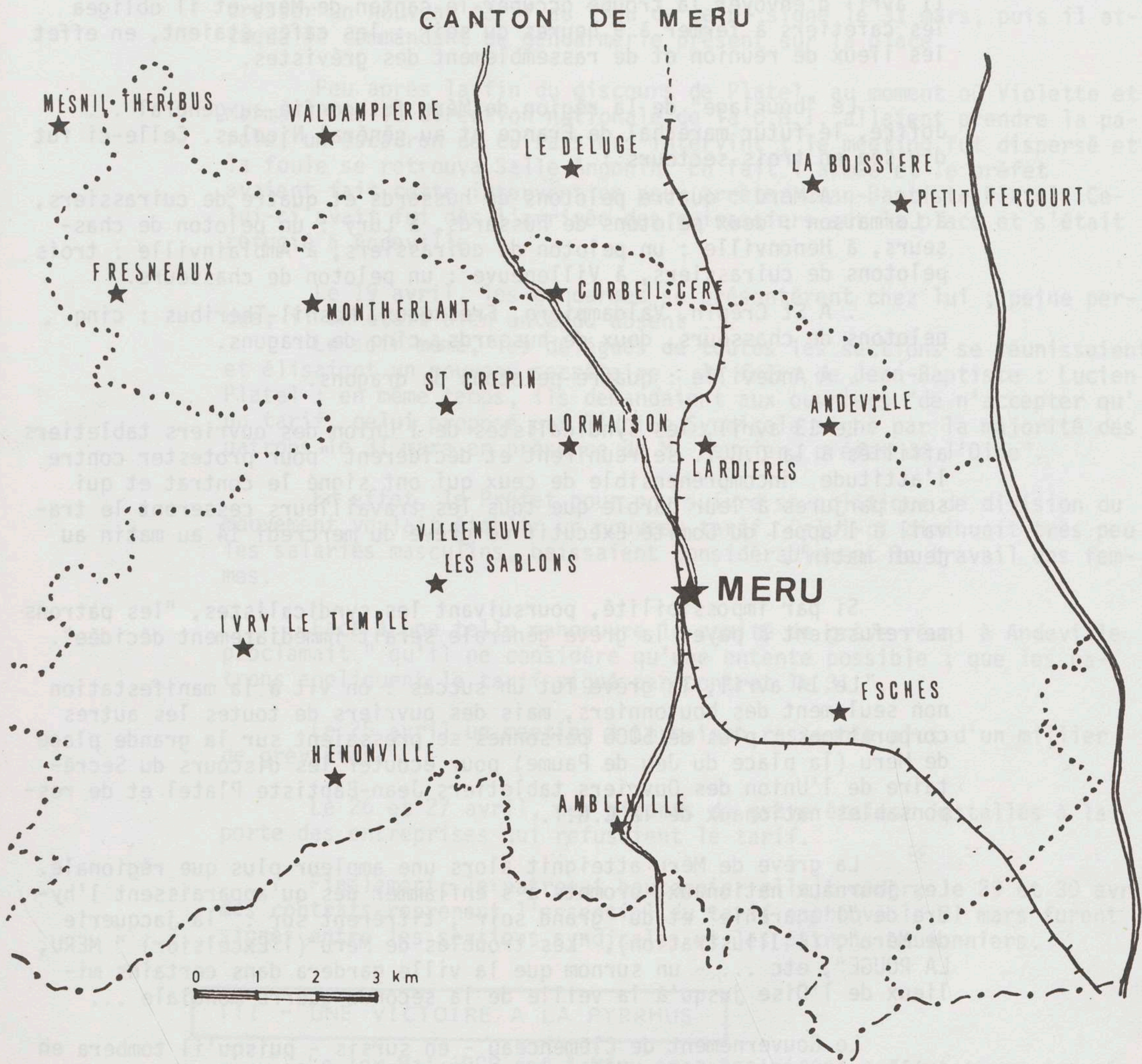
Les usines de la région ne rouvrirent donc pas début avril.

Dans la nuit du 9 au 10 Avril, une colonne de 600 grévistes monta à Lormaison ; ils brisèrent les vitrines de quelques usines (Traisoeuvs, Tabary), puis ils allèrent avant de se disperser à deux heures du matin, chez Doudelle à Saint-Crépin.

Dès le lendemain matin, des arrestations furent opérées parmi les membres du bureau du Syndicat de Lormaison. Ils furent transportés en voiture vers la prison de Beauvais. Les hussards chargèrent les manifestants qui voulaient empêcher le départ des prisonniers : plusieurs furent blessés.

D'autres arrestations furent opérées : le 11 avril, sept encore, le 12 avril : cinq autres, le 13, deux membres du bureau syndical sont arrêtés à Valdampière.

CANTON DE MERU



Communes boutonnières, impliquées dans la grande grève de 1909

## II - L'OCCUPATION MILITAIRE DU CANTON DE MERU

La grève paralysant tous le canton de Méru depuis trois semaines, pour briser la résistance des grévistes, le Préfet de l'Oise décida le 11 avril d'envoyer la troupe occuper le canton de Méru et il obligea les cafetiers à fermer à 9 heures du soir : les cafés étaient, en effet les lieux de réunion et de rassemblement des grévistes.

Le "bouclage" de la région de Méru fut confié au général ... Joffre, le futur maréchal de France et au général Nicolas. Celle-ci fut divisée en trois secteurs :

. A Méru : quatre pelotons de hussards et quatre de cuirassiers, à Lormaison : deux pelotons de hussards, à Lury : un peloton de chasseurs, à Henonville : un peloton de cuirassiers, à Amblainville : trois pelotons de cuirassiers, à Villeneuve : un peloton de chasseurs.

. A St Crépin, Valdampière, Fresneaux, Mesnil-Theribus : cinq pelotons de chasseurs, deux de hussards, cinq de dragons.

. A Andeville : quatre pelotons de dragons.

Le 13 avril, les syndicalistes de l'Union des ouvriers tabletiers affiliés à la C.G.T. se réunirent et décidèrent "pour protester contre l'attitude incompréhensible de ceux qui ont signé le contrat et qui sont parjures à leur parole que tous les travailleurs cesseront le travail à l'appel du Comité Exécutif de grève du mercredi 14 au matin au jeudi matin".

Si par impossibilité, poursuivant les syndicalistes, "les patrons se refusaient à payer la grève générale serait immédiatement décidée".

Le 14 avril, la grève fut un succès : on vit à la manifestation non seulement des boutonniers, mais des ouvriers de toutes les autres corporations ; plus de 5000 personnes se pressaient sur la grande place de Méru (la place du Jeu de Paume) pour écouter les discours du Secrétaire de l'Union des Ouvriers tabletiers Jean-Baptiste Platel et de responsables nationaux de la C.G.T.

La grève de Méru atteignit alors une ampleur plus que régionale. Les journaux nationaux, prompts à s'enflammer dès qu'apparaissent l'hydre de "l'anarchie" et du "grand soir", titrèrent sur : "la jacquerie de Méru", (l'Illustration), "Les troubles de Méru"(l'Excelsior) " MERU, LA ROUGE", etc ... - un surnom que la ville gardera dans certains milieux de l'Oise jusqu'à la veille de la seconde guerre mondiale ...

Le Gouvernement de Clémenceau - en sursis - puisqu'il tombera en juillet 1909 s'inquiéta. Millerand le Ministre du Travail se rendit sur place et y rencontra à ce moment-là clandestinement celui qui n'était qu'un des responsables de la C.G.T, et qui allait en devenir bientôt le secrétaire général en titre : Léon Jouhaux.

L'entrevue eut lieu dans la cuisine du maire d'Andeville. On ne sait exactement ce qui s'y est dit. On sait qu'en partant Jouhaux avait eu comme derniers mots "Si les patrons ne veulent pas ouvrir leurs coffres-forts, on les y forcera".

Le lendemain de l'imposante manifestation du 14 avril, une certaine division régna dans le patronat boutonnier et chez les ouvriers ; un certain nombre de patrons acceptèrent le tarif proposé : le travail reprit dans leurs ateliers ; mais dans bon nombre d'autres, on refusait de payer les ouvriers au prix réclamé.

Le dimanche 18 avril, une grande réunion se tint à Méru où Jean-Baptiste Platel présenta les dernières nouvelles de la grève. Cette réunion était organisée par l'Association internationale antimilitariste. Dans son discours, Platel annonça que le Préfet tentait de faire dresser un nouveau tarif au lieu de celui signé le 31 mars, puis il attaqua le commandant de gendarmerie présent sur la place.

Peu après la fin du discours de Platel, au moment où Violette et Marmande de la direction nationale de la C.G.T. allaient prendre la parole, un escadron de cuirassiers intervint ; le meeting fut dispersé et la foule se retrouva Salle Angonin. En fait l'armée et le préfet avaient fait cette intervention pour arrêter Jean-Baptiste Platel. Celui-ci avait fui dès l'arrivée des cuirassiers sur la place et s'était réfugié à Andeville.

Le 19 avril, les gendarmes se présentèrent chez lui ; peine perdue, il en était bien entendu absent ...

Le soir même, les délégués de toutes les sections se réunissaient et élisaient un nouveau secrétaire : le frère de Jean-Baptiste : Lucien Platel ; en même temps, ils demandaient aux ouvriers "de n'accepter qu'un tarif, celui proposé par l'Union Syndicale signé par la majorité des patrons le 31 mars en présence de M. Meunier, préfet de l'Oise".

En effet, le Préfet pour poursuivre sa politique de division du mouvement voulait établir un nouveau tarif. Celui-ci diminuait très peu les salariés masculins, baissaient considérablement le travail des femmes.

Face à une telle manoeuvre le comité de grève réuni à Andeville proclamait " qu'il ne considère qu'une entente possible ; que les patrons appliquent le tarif signé par contrat le 31 ".

Le 25 avril un meeting à Lormaison rassembla plus d'un millier de grévistes.

Le 26 et 27 avril, des piquets de grève étaient installés à la porte des entreprises qui refusaient le tarif.

Finalement, le patronat boutonnié allait céder, le 29 et 30 avril des contrats reprenant l'essentiel du tarif approuvé le 31 mars furent signés entre les sections syndicales et les patrons boutonnières.

### III - UNE VICTOIRE A LA PYRRHUS

Le 1er Mai 1909 est à Méru en cette fin de mouvement une journée de démonstration de force.

Plus de 5.000 travailleurs se retrouvent en un grand meeting dans une des clairières du bois dominant la ville.

Le travail reprenait pour les usines de Méru le 4 mai, tous les patrons ayant signé ; les dernières usines cédèrent fin mai ou début juin.

Le mouvement se soldait par une victoire, mais une victoire à la PYRRHUS puisque la crise boutonnière reprenait dès 1909 avec le développement de la concurrence étrangère et des fabrications à meilleur marché avec d'autres produits que la Nacre ou la Troca. Les usines commencèrent soit à fermer, soit à s'expatrier.



Quand à la répression, elle s'exerça dès le début mai peu après la diminution de l'effectif des troupes occupant le canton. Pour les incidents de la fin Mars et du début Avril les ouvriers passèrent en jugement au Tribunal de Beauvais : vingt-neuf condamnations furent prononcées allant de 8 mois à 15 jours de prison.

Quant à Jean-Baptiste Platel, le secrétaire du Syndicat, l'âme de la grève, il fut condamné début mai par défaut à 6 mois de prison. Le 22 mai, il se constitua prisonnier voulant que la grève fut ainsi publiquement jugée. Il fut condamné à quatre mois de prison, le 12 juin pour injures envers l'armée. Il est à noter qu'il eut à son procès le témoignage favorable d'un militaire, la capitaine Gérard - celui-là même à qui Jaurès allait dédier "l'Armée Nouvelle".

Platel sorti de prison à l'Automne 1909 ; il ne supporta pas la crise boutonnière de 1911, découragé par ces événements et la chute du syndicalisme, il se suicidait sur le perron d'une usine de boutons en février 1911.

Platel avait embrassé le courant du syndicalisme révolutionnaire. Il participa à la fin de 1909 à la fondation d'un nouveau journal syndical "La Vie ouvrière" et fit le récit de la grève de Méru dans les numéros 2, 3, 4, 5 de ce journal.

Ses obsèques furent suivies par une foule nombreuse et Alfred ROSMER lui consacra un éloge funèbre émis dans la Vie Ouvrière.

°°°000°°°

Mais au-delà des événements, il faut en voir le sens.

Quand la grève est envisagée chez les boutonniers de Méru, tous ont en mémoire les événements des trois dernières années, (Béziers, Narbonne, Draveille, etc ...) Clémenceau, qui avait créé le premier ministre du travail avait choisi de s'attaquer aux grèves par la répression ... Les boutonniers savaient ce qui les attendait, mais les salaires diminuaient alors que le prix du blé était monté de 14 F 40 à l'hectolitre en 1900 à 18 F 20 en 1909. Le prix d'un même travail en boutonnerie était tombé de 0,23 F en 1900 à 0,16 F en 1908 ...

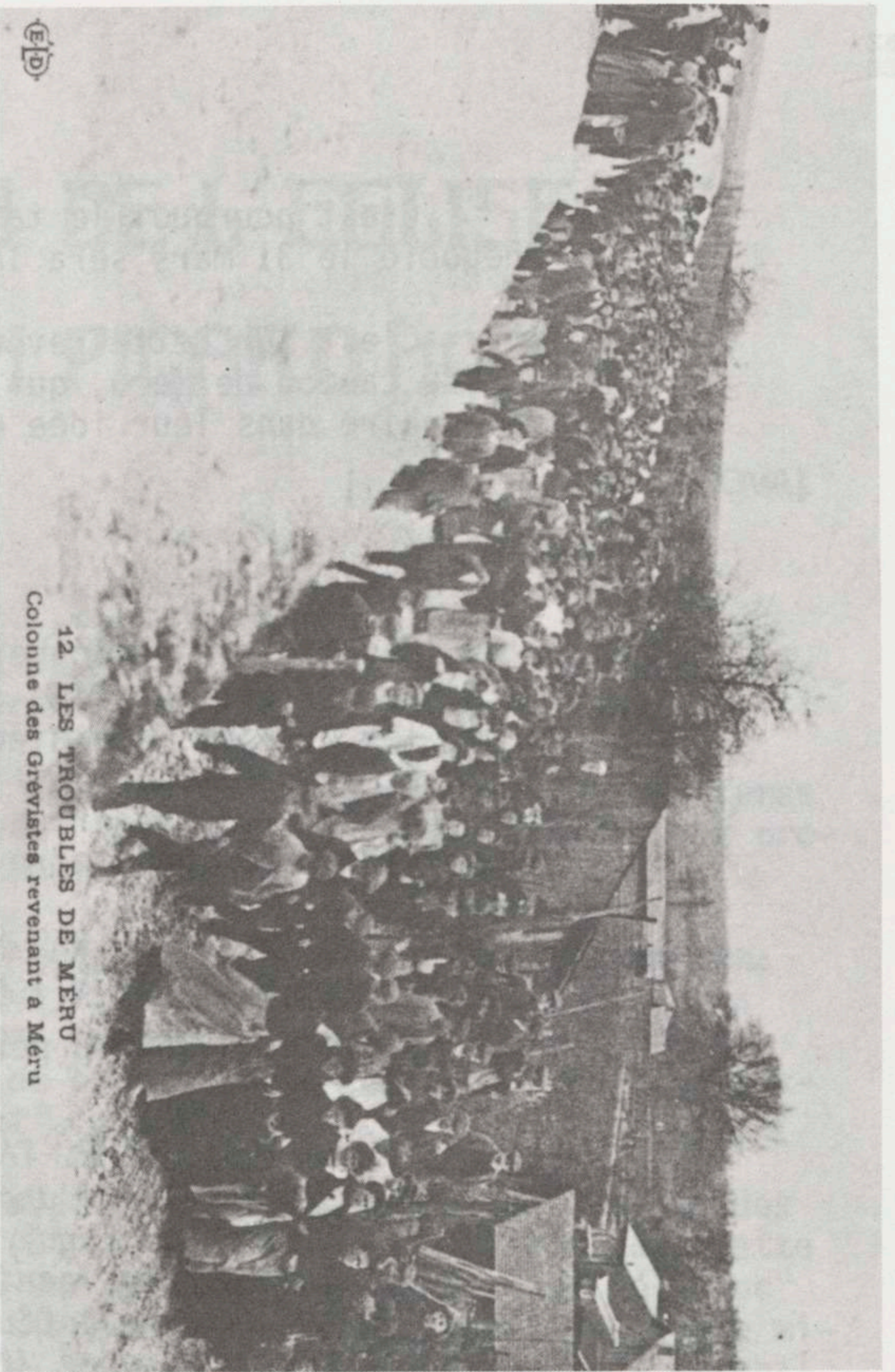
Or, on a vu qu'en 1909 les gros patrons d'Andeville décidaient une nouvelle baisse ... la diminution aurait alors atteint plus de 40 % sur 9 ans.

L'enjeu réel de la volonté patronale à cette occasion comme l'a montré François TAUPINARD dans divers articles était plus compliqué. Il s'agissait d'imposer l'unification des salaires dans toute la région.

En 1908, on appliquait un tarif à Andeville qui était accepté par le Syndicat. Ce "Tarif d'Andeville" était une référence pour les autres communes ... mais comme barème auquel on appliquait des abattements de 15 à 25 %.

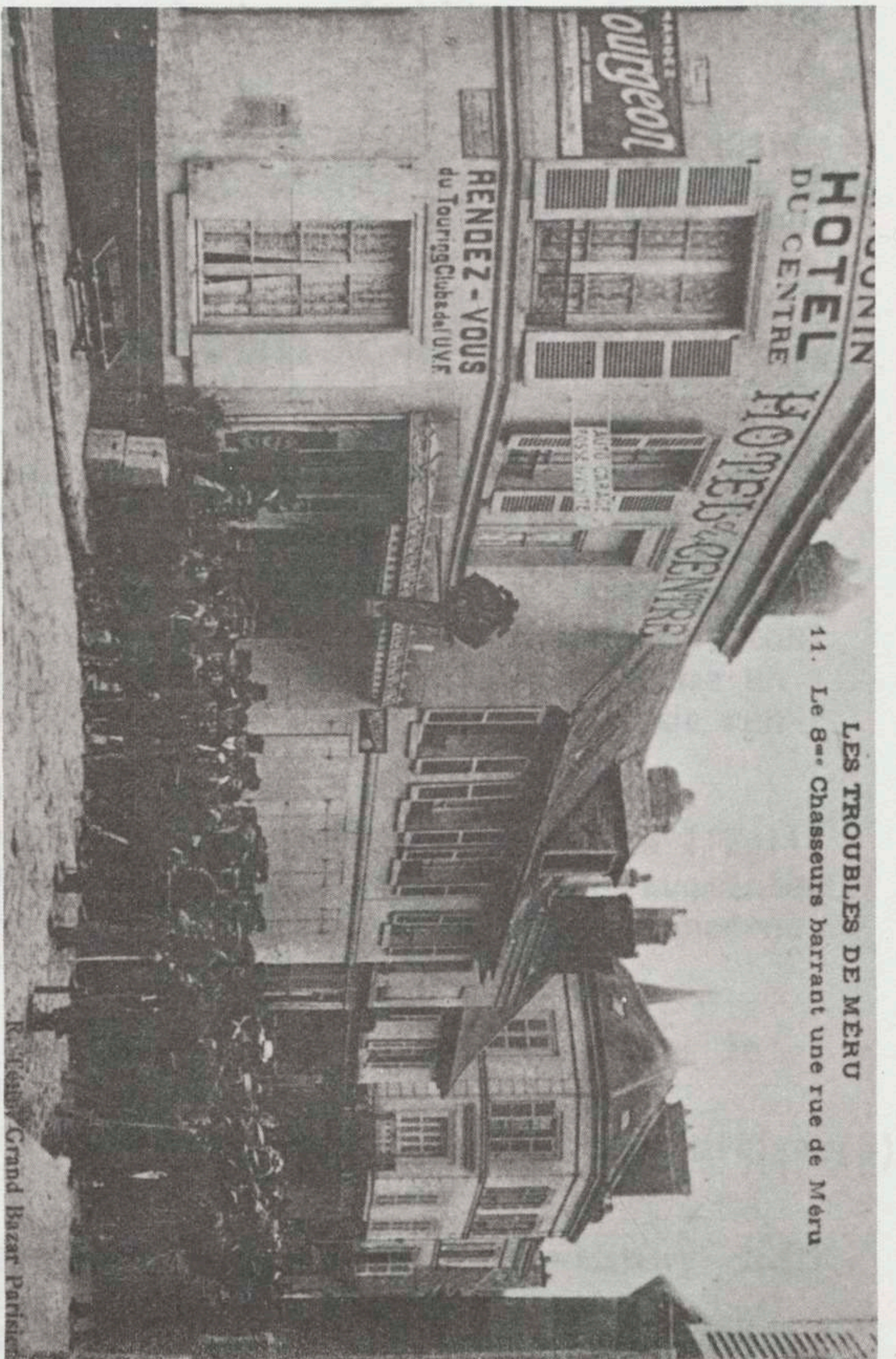
Ce que voulaient les syndicalistes, ceux d'Andeville par solidarité, comme les autres c'étaient "l'Unification par le Haut" d'où la grève de Lormaison en juillet 1907.

Ce que voulaient les patrons, c'était "l'Unification par le bas" sur les localités les plus mal payées.



12. LES TROUBLES DE MÉRÜ  
Colonne des Grévistes revenant à Mèru

Photo N° 3



LES TROUBLES DE MÉRÜ  
11. Le 8<sup>o</sup> Chasseurs barrant une rue de Mèru

Photo N° 4



Le Général Joffre, le Général Nicolas et le Prêlet Meunier,  
félicitant le Brigadier de Gendarmerie  
chargé de la défense de l'Usine Doudelle

Photo N° 5



22. LES TROUBLES DE MÉRÜ  
La voiture emmenant les Grévistes arrêtés à la Gendarmerie  
de La Boislère

Photo N° 6

C'est pourquoi le tarif d'Andeville "Unification par le haut" renégocié le 31 mars sera la revendication unique.

C'est sur cette revendication qu'on déboucha sur la grève générale du canton de Méru, qui conforta les tenants du syndicalisme révolutionnaire dans leur idée de grève générale émancipatrice ...

°°°000°°°

Pourtant la boutonnerie monopole de la région de Méru, artisanat de luxe, sortit brisée de la guerre de 1914-1918. Les usines avaient fermé, les ouvriers s'étaient expatriés.

Qu'on en juge par ce seul chiffre de la population du canton, qui est par lui-même exemplaire même en tenant compte des pertes dues à la guerre :

- 1914 : 30.959 habitants
- 1921 : 14.371 habitants

soit une perte de 16.588 personnes (53,5 %) ...

*" Comme l'a dit F. TAUPINARD " 1909 c'est 16.588 personnes qui s'accrochent à leur droit à la vie.  
 " Un drame analogue de celui que connaissent dans les conjonctures actuelles, des centaines de millions de familles françaises, larguées de la métallurgie, des mines, du textile et de cent autres métiers, naguère florissants dans leurs contrées".*

Jean-Louis AUDUC

LISEZ

L E P E U P L E F R A N C A I S

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Parution trimestrielle (nouvelle série)

Le n° : 6 F - abonnement annuel : 20 F

(soutien et étranger : 25 F)

S'adresser au PEUPLE FRANCAIS - B.P. 26 - 92190 MEUDON